

Communiqué | L'extrême droite attaque la Culture (Bis repetita)

22 AVRIL 2024

Suite à notre communiqué "L'extrême droite attaque la culture, Bis repetita", et après un échange avec Allociné, nous précisons que la campagne de dénigrement du film *Quelques jours pas plus* sur les réseaux sociaux a conduit les responsables de cette plateforme à bloquer l'intégralité des commentaires le concernant sur leur seule chaîne YouTube, et ce suite à la diffusion de la bande-annonce du film avant sa sortie le 2 avril. Nous prenons acte de la vigilance dont Allociné fait preuve depuis les agressions subies par les films dont nous avons fait la liste non exhaustive, et nous leur demandons de les renforcer encore dans le futur. Enfin, nous tenons à renouveler notre soutien à Julie Navarro et à toute l'équipe du film *Quelques jours pas plus face aux attaques* dont ils continuent de faire l'objet.

Un truc pro migrants. A vomir / Les Français d'abord !!! / La daube habituelle financée par le contribuable !!! A éviter et même à dénoncer !! / Que ces 2 blindés bobos « artistes » les accueillent chez eux au lieu de faire des films ! / Et la solidarité pour les français ça fonctionne aussi ?? / On aide d'abord NOS français et les migrants ON LES LAISSENT (sic) SUR LEUR BATEAU FLOTTANT /

Ces messages visent le long métrage de fiction *Quelques jours pas plus* de Julie Navarro, avec Benjamin Biolay et Camille Cottin.

Ils sont à l'image des centaines de ceux postés sur la page Facebook et sur le site internet du film, suite à la mise en ligne de sa bande-annonce, quelques semaines avant sa sortie. Hormis les éventuelles avant-premières, ils émanent donc de personnes n'ayant pas vu ce film, qui fondent ainsi leur « jugement » – si on peut dire ainsi – sur son pitch : Arthur, un ancien journaliste, accepte par amour d'accueillir Daoud, un jeune migrant afghan.

Cette campagne particulièrement violente et massive a contraint le distributeur à supprimer un à un les 971 (!) messages haineux de la page Facebook du film.

Le « bashing » a dès lors continué sous d'autres formes : des centaines de mauvaises notes (0/5, 0,5/5, 1/5) ont afflué sur sa page Allociné avant et le jour de sa sortie pour dissuader les spectateurs d'aller le voir, quand le nombre impressionnant d'avis hostiles a conduit les modérateurs du site à en bloquer tous les commentaires, bons ou mauvais.

Ainsi, ce nouvel épisode de dénigrement, accompagné parfois d'attaques ad hominem, fait-il suite aux assauts subis par les films *Amin* de Philippe Faucon en 2016, *Rodéo* de Lola Quivoron et *Les Engagés* de Emilie Frêche en 2022, *Les Rascals* de Jimmy Laporal Trésor, *Ma France à moi* de Benoît Cohen et *Avant que les flammes ne s'éteignent* de Mehdi Fikri l'année dernière... À chaque fois le même processus. Les mêmes messages. La même haine aveugle, anonyme et décomplexée.

Or ces croisades ont des effets très concrets : elles entravent la diffusion des films. Et au-delà, c'est la liberté de création qui est délibérément empêchée : les projets mettant en scène des personnes étrangères ou d'origine étrangère vivant en France et ceux questionnant les politiques de maintien de l'ordre pourraient devenir de plus en plus difficiles à produire, les financeurs et les diffuseurs redoutant de telles campagnes de censure.

Pour que cela cesse, nous appelons les cinéastes à nous contacter à chaque fois que sont constatées de telles attaques sur leurs films afin de les dénoncer et d'y faire front collectivement.

Nous demandons également à Allociné de faire tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas laisser des œuvres et leurs auteurs démunis face à de tels raids, aisément identifiables : à l'évidence les garde-fous actuels sont insuffisants. Entre autres il serait utile, en conformité avec le code de la consommation, de mettre en place un système pour vérifier que les personnes postant un commentaire sur un film l'aient effectivement vu – ou, à minima, d'informer les visiteurs si c'est cas ou non – comme cela se fait sur d'autre sites équivalents, par exemple sur la plate-forme Rotten Tomatoes aux USA.

Enfin, puisque les réseaux sociaux ont pris une place déterminante dans la circulation des idées et des opinions, nous demandons une nouvelle fois aux pouvoirs publics de trouver un cadre susceptible de garantir la liberté effective de diffusion des œuvres et de leur publicité, tout en veillant au libre exercice de la critique.

Il serait dangereux et totalement irresponsable de penser que ce problème ne concerne que le cinéma.

CONTACTS PRESSE

SRF - Rosalie Brun, Déléguée générale - rbrun@la-srf.fr - 01 44 89 99 70